

**Appel à manifestation d'intérêt**  
**Programme de mobilité Échanges et Partenariats**  
**Exploration sur les enjeux de Migrations / AFRIQUE DU SUD**

**CADRE GENERAL**

**Présentation d'Echanges et  
Partenariats**

Échanges et Partenariats (E&P) est une association loi 1901 créée en 2003 qui milite pour le respect des droits pour tous et s'engage auprès des acteurs de la société civile pour renforcer et développer les partenariats sur des questions de solidarité internationale. Elle est membre du réseau IPAM (Initiative Pour un Autre Monde) qui a pour objectif de produire une pensée renouvelée des enjeux mondiaux, de proposer une stratégie et des pratiques de solidarités en mesure d'y répondre. E&P met en œuvre sa pédagogie et son savoir-faire associatif au service de plusieurs réseaux dont elle est membre (IPAM, CICP, CRID, Migreurop, Alternatives International, No Vox...) et propose de nouvelles formes d'engagement à des individus impliqués ou désirant s'impliquer dans des luttes et mobilisations.

Nos objectifs :

- Renforcer les réseaux de solidarité internationale
- Répondre aux demandes d'individus qui désirent s'impliquer concrètement dans des projets de solidarité et ainsi acquérir une expérience d'engagement
- Mettre en lien des structures et des personnes travaillant sur des thématiques communes, réaffirmer le partenariat comme moyen de construire les solidarités à l'échelle locale, nationale et internationale
- Mutualiser les connaissances et expériences sur les thèmes du programme, donner à chacun des éléments de réflexion sur nos modèles de société et comment remettre du sens politique au cœur de nos engagements, agir pour construire un monde plus juste et plus solidaire
- Amorcer ou renforcer des initiatives collectives européennes et internationales sur les thèmes du programme

Ainsi E&P :

- Conçoit et coordonne des programmes d'échanges européens et internationaux
- Réalise des formations thématiques à destination de la jeunesse mais aussi des associations
- Produit des outils de diffusion d'information à destination d'un large public.

Plus d'informations sur notre association dans la brochure ci-jointe que vous trouverez également en ligne :

[http://ep.reseau-ipam.org/IMG/pdf/Brochure\\_web\\_finale.pdf#page=9&zoom=auto,0,624](http://ep.reseau-ipam.org/IMG/pdf/Brochure_web_finale.pdf#page=9&zoom=auto,0,624)  
[www.echanges-partenariats.org](http://www.echanges-partenariats.org)

## Notre programme d'échange

Le programme mis en œuvre par E&P permet de renforcer les partenariats entre associations mais aussi d'ouvrir la voie à de nouvelles générations de militants. Ainsi chaque mission s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre deux organisations, l'organisation d'envoi en France et l'organisation d'accueil à l'étranger. E&P a mis en place une méthodologie s'appuyant autour de trois temps forts : la préparation collective au départ, le terrain et la capitalisation collective au retour.

### **Préparation collective au départ : 3 à 4 semaines à Paris pour :**

- Donner les clés pour une immersion dans les réseaux de solidarité internationale
- Co-construire chaque mission avec le volontaire et les organisations d'envoi et d'accueil
- Permettre de créer des ponts entre les thématiques
- Permettre l'acquisition d'outils techniques afin que les volontaires puissent valoriser leur mission sur le terrain et au retour (écrit, web, photo, vidéo, etc.)

### **Le terrain : 5 mois**

- Déroulement de la mission (cf informations sur la mission ci-dessous)
- Alimentation du blog Vues d'Europe et d'Ailleurs :

<http://emi-cfd.com/echanges-partenariats/>

- Rédaction de rapports intermédiaires et réunion de suivi avec les organisations partenaires

### **Capitalisation collective au retour (+ à mi parcours pour les missions d'1 an). 3 semaines à Paris pour :**

- Permettre aux volontaires de prendre du recul sur leur mission et de poser les acquis de leur expérience
- Favoriser l'échange et le croisement des thématiques
- Replacer la mission du volontaire dans son cadre partenarial : articuler l'individuel et le collectif
- Partager, valoriser et transmettre cette expérience
- Produire un certain nombre de documents de capitalisation et de supports de valorisation
- Echanger autour des missions, des thématiques, des partenariats, lors d'une soirée publique de restitution

## LA MISSION

## Présentation des partenaires engagés dans le programme

**E&P** assure l'articulation entre les partenaires, la transversalité entre les thématiques présentes ; l'organisation et l'animation des différentes phases du programme ; le suivi des volontaires avec les organisations partenaires de la mission

### **Organisation envoi : CCFD-Terre Solidaire, 4 rue Jean Lantier, 75001 Paris**

Le CCFD-Terre Solidaire, première ONG de développement en France, lutte depuis 1961 contre les causes de la faim, des plus locales aux plus globales, en mobilisation trois leviers d'action complémentaires :

- L'appui à des projets internationaux de développement menés avec des partenaires locaux en Afrique, en Asie, en Europe de l'Est, en Amérique Latine : Rompant avec les pratiques d'assistance, le CCFD-Terre Solidaire finance 697 projets dans 66 pays du Sud et de l'Est. Ces projets couvrent un large spectre : agriculture familiale, agro écologie, agroforesterie, banque de semences, mutuelles de solidarité, économie solidaire, appui à la structuration des sociétés civiles... Ils sont mis en œuvre par des partenaires locaux. Le CCFD-Terre Solidaire a pour principe de ne pas mener les projets de développement lui-même. Il n'envoie pas d'expatriés, ni de matériel, il n'a pas d'antenne ni de mission à l'étranger. Pas question de prendre la place des sociétés civiles locales mais au contraire d'aider les organisations partenaires. Parmi les critères de choix de des partenaires, la dimension d'initiative est fondamentale. Ce n'est pas le financement proposé par le CCFD-Terre Solidaire qui suscite le projet, mais l'initiative d'une structure locale, même légère, qui est encouragée et renforcée grâce à un appui financier et des échanges d'expériences.

- Des actions de plaidoyer auprès des décideurs politiques et économiques français, européens et internationaux : Le CCFD-Terre Solidaire mène un ensemble d'actions visant à influencer les décisions des responsables politiques et/ou économiques qui ont un impact sur les problématiques de développement au Sud et à l'Est : dette des pays du sud, mais aussi régulation des multinationales ou évasion fiscale par exemple. Pour peser sur les politiques publiques, le CCFD-Terre Solidaire porte les causes de ses partenaires auprès des différentes instances françaises, européennes et internationales, comme force de dénonciation et de proposition pour une économie au service de l'humain. Par ailleurs, pour mutualiser au mieux les expertises, et avoir plus d'impact, le CCFD-Terre solidaire s'inscrit dans la construction de positions et d'actions qui peuvent être collectives, au sein d'alliances avec d'autres organisations de la société civile au niveau français et international.

- En France, des actions de sensibilisation et d'éducation au développement, pour bâtir une société mondiale solidaire : le CCFD-Terre Solidaire, riche de 15.000 bénévoles qui militent activement pour promouvoir la solidarité internationale, est un acteur de la société civile française, présent sur l'ensemble du territoire métropolitain à trois échelons : local, départemental et régional. Motivés par la certitude que les injustices de ce monde ne sont pas une fatalité et qu'il revient à chacun de se mobiliser, les bénévoles portent les problématiques du CCFD-Terre Solidaire en s'impliquant dans des campagnes de sensibilisation auprès du public dans un travail d'éducation au développement dans les écoles, mais aussi d'interpellation auprès des décideurs politiques et économiques locaux. Ils sont des acteurs de la transformation sociale.

### **Organisation d'accueil : Africa Unite , 6 spin Street, Church Square, , 8001 CapeTown**

L'association a pour objet d'aider à construire le vivre-ensemble entre populations locales et immigrées dans la région du Cap dans un contexte où les questions de xénophobie sont très présentes en Afrique du Sud.

Tout a commencé en 2001, dans le township de New Cross Road, lorsque des violences ont éclaté entre réfugiés et sud-africains. Les habitants du quartier ont alors constaté la nécessité de créer des espaces d'échanges où les deux groupes pouvaient se rencontrer, dialoguer et apprendre à mieux se connaître. Des réunions de quartiers se sont alors mises en place chaque dimanche. Progressivement, de plus en plus de townships ont rejoint le mouvement. Un jour, ils ont décidé de formaliser ces espaces en l'appelant Africa Unite. C'est donc une initiative des populations elles-mêmes.

Depuis, l'association se renforce et plusieurs projets sont en cours :

- La rédaction de manuels à destination des sud-africains afin qu'ils aient une meilleure connaissance du droit des réfugiés, des droits humains et de la constitution sud-africaine.

- Le renforcement des communautés, via la formation de « peer educators » - personnes relais, agents de proximité – sur l'importance des droits humains, de la Constitution et des droits des réfugiés. Une fois formés, ces « peer educators » retournent dans leur communauté et font passer, de manière informelle, les messages dans les écoles, les églises, et autres lieux publics afin de faire évoluer les mentalités.

- La construction de projets collectifs pour favoriser la cohésion sociale. (ex : des réfugiés vont faire des cours de maths dans les écoles sud-africaines alors même que les noirs sud-africains étaient interdits de mathématiques sous le régime de l'apartheid ; projet de microcrédit commun sud-africain/réfugié ; organisation de matchs de football, etc.).

<b>Contexte :</b>	<p>L'Afrique du Sud, pôle économique majeur de la région SADC, concentre l'essentiel des flux migratoires issus des pays voisins, mais aussi de beaucoup d'autres pays du continent africain. Si le pays a reconnu de fait son statut de principal pays d'accueil en mettant en place une politique d'asile accueillante, on assiste depuis plusieurs années à un durcissement de plus en plus important. Les organes de gestion des migrations subissent le flot permanent des arrivants et demeurent soumis aux contraintes de l'instabilité politique qui sévit dans les pays voisins. D'autre part, la demande sociale de la population noire défavorisée, en concurrence directe avec les migrants, pèse lourdement sur les choix d'insertion de ces derniers dans un contexte de crise économique et de sous-emploi latents. Cela fait de la question du vivre-ensemble et de la cohésion sociale l'une des questions centrales du contexte sud-africain.</p> <p>Le CCFD-Terre Solidaire a développé depuis plusieurs années une stratégie partenariale autour de ces enjeux, avec des partenaires comme ARESTA, Africa Unite, ou African Diaspora Forum. Il a également tenté de favoriser un travail de mise en réseau et de construction d'une dynamique nationale et régionale au niveau de la SADC, incluant des acteurs non moins structurés des pays voisins dont les diasporas alimentent l'essentiel de la population immigrée installée en Afrique du Sud (Zimbabwe, RDC Congo, Mozambique etc.).</p> <p>Ce travail a permis d'aboutir à l'organisation du Forum Social Mondial des Migrations à Johannesburg en décembre 2014. Cependant, l'organisation de cet événement n'a pas permis de renforcer les liens entre les associations participantes, chacune est répartie dans le flot de ses activités et il a été difficile de renforcer les partenariats existants, et de faire naître une véritable dynamique collective de travail.</p> <p>Cette mission exploratoire pourra permettre de repartir d'un « bon pied » : d'actualiser la connaissance sur le contexte, la situation des migrants, les politiques migratoires, et de mieux connaître les acteurs en présence pour renforcer la stratégie partenariale du CCFD-Terre Solidaire et permettre l'émergence d'une dynamique collective, nécessaire voire indispensable pour renforcer les droits des migrants en Afrique du Sud et favoriser la cohésion sociale.</p>
-------------------	--

<b>Résumé de la mission :</b>	<p><b>Le/La volontaire sera chargé-e de:</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Participer aux activités quotidiennes de l'association d'accueil</li><li>• Aller à la rencontre des acteurs de la société civile à Johannesburg, Cape Town, Durban, qui travaillent sur les questions migratoires en Afrique du Sud et leurs conséquences</li><li>• Faire remonter les informations récoltées aux structures d'envoi et d'accueil et favoriser leur mise en lien</li><li>• Récolter de l'information sur les évolutions de la politique migratoire en Afrique du Sud</li><li>• Nouer des contacts avec les acteurs qui paraissent les plus pertinents et, en lien avec le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires dans le pays et d'identifier ceux qui pourront rejoindre la dynamique africaine de mobilisations</li><li>• Le /la volontaire participera également au montage d'un document collectif de sensibilisation et rédigera des articles sur le thème de sa mission</li></ul> <p><b>Sites internet :</b></p> <p>Le blog des volontaires: <a href="http://emi-cfd.com/echanges-partenariats/">http://emi-cfd.com/echanges-partenariats/</a></p>
-------------------------------	--

<p><b>Durée du programme</b></p> <p><b>Dates</b></p>	<p>7 mois</p> <p>Préparation: 23 octobre – 16 novembre 2017 Terrain: Novembre 2017 à mars 2018 Capitalisation: Mai 2018</p>
<p><b>Statut et indemnités</b></p>	<p><b>Statut et critères :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Service civique pour les <u>moins de 26 ans</u></li> </ul> <p><b>Indemnités :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 507 euros par mois sur l'ensemble de la durée du programme versés directement par l'Etat</li> <li>• 744 euros en début de mission, versés par E&amp;P</li> <li>• Majoration de l'indemnité (106 euros/mois) si foyer bénéficiaire du RSA ou boursier de l'échelon V ou plus</li> </ul>
<p><b>Profil :</b></p>	<p><b>Compétences :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Forte motivation</li> <li>- Expérience/engagement associatif est un plus</li> <li>- Maîtrise des logiciels bureautiques et internet</li> <li>- Connaissance du contexte sud-africain est un plus</li> <li>- Intérêt pour les enjeux de migrations, de cohésion sociale, de vivre-ensemble</li> </ul> <p><b>Langues :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bon niveau de français</li> <li>- Bon niveau d'anglais</li> </ul>
<p><b>Envoi des candidatures :</b></p>	<p>Si vous êtes intéressé(e) par ce programme vous pouvez envoyer votre candidature (CV + lettre de motivation) à l'adresse suivante en précisant le titre de la mission ainsi que le pays : <a href="mailto:info@echanges-partenariats.org">info@echanges-partenariats.org</a></p>